



Conseil d'administration

309^e session, Genève, novembre 2010

GB.309/PFA/7

Commission du programme, du budget et de l'administration

PFA

SEPTIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Sous-comité des technologies de l'information et de la communication

1. Le Sous-comité des technologies de l'information et de la communication s'est réuni le 9 novembre 2010 sous la présidence de M. F. Kazi (Bangladesh) et la vice-présidence de MM. A. Moore (employeur) et S. Nakajima (travailleur).
2. Le président annonce les points de l'ordre du jour, à savoir l'étude relative aux investissements en matière de technologies de l'information et le troisième rapport d'activité sur le Système intégré d'information sur les ressources (IRIS) dans les régions. Le sous-comité décide de désigner le président en qualité de rapporteur devant la Commission du programme, du budget et de l'administration.
3. Le président invite la chef des opérations du Bureau de l'informatique et des communications (ITCOM) à présenter la première question à l'ordre du jour.

Etude relative aux investissements en matière de technologies de l'information

4. La chef des opérations d'ITCOM présente le document ¹ et décrit de manière succincte les principaux éléments de l'étude. Elle indique que celle-ci a été réalisée par un cabinet indépendant et était prévue dans la Stratégie en matière de technologies de l'information 2010-2015 ². Elle attire l'attention sur plusieurs conclusions de l'étude, notamment la mauvaise connectivité dans les régions, l'investissement insuffisant dans le matériel nécessaire pour le courrier électronique et d'autres applications essentielles pour le Bureau, et les risques liés à l'obsolescence de l'infrastructure. L'étude propose quatre scénarios d'investissement dans les technologies de l'information: le statu quo, la réduction des risques, l'amélioration et la transformation. Le sous-comité est informé qu'une note d'information séparée, disponible dans la salle de réunion, présente une répartition plus détaillée des coûts d'investissement dans l'infrastructure (voir l'annexe).

¹ Document GB.309/PFA/ICTS/1.

² Document GB.306/PFA/ICTS/1.

5. Le vice-président travailleur constate que l'étude va dans le même sens que la stratégie en matière de technologies de l'information et prend note des quatre scénarios d'investissement envisagés. Il fait observer que les conclusions de l'étude ont d'importantes incidences financières et, en particulier, que des fonds supplémentaires sont nécessaires pour assurer la connectivité dans les régions sur une période de cinq ans. Il se dit préoccupé par la faible maturité des capacités d'exécution sur le plan informatique dont il est question au paragraphe 8 du document. Il note que l'étude confirme les préoccupations analogues formulées par le Chef auditeur interne concernant la reprise après sinistre, la sécurité informatique et la planification et l'amélioration continue des systèmes informatiques.
6. Il déclare que les membres du sous-comité souhaiteraient des informations plus précises sur les coûts pour pouvoir faire leur travail. Il rappelle les demandes d'informations détaillées sur les dépenses informatiques de précédentes périodes biennales qui avaient été présentées en mars, et pose de nouvelles questions concernant les coûts: il souhaite connaître le coût des initiatives prévues dans la Stratégie en matière de technologies de l'information 2010-2015, obtenir des tableaux comparatifs entre périodes biennales et des informations sur le coût des futurs investissements dans la sécurité informatique et le déploiement d'IRIS sur le terrain, ainsi que des précisions sur les coûts liés à l'établissement des priorités en vue du programme et budget 2012-13.
7. Il pose des questions concernant la gouvernance des services informatiques, la consultation du personnel de ces services pour l'élaboration de l'étude, les procédures d'adjudication pour la mise à niveau des logiciels, l'adéquation des budgets de l'informatique dans les régions, les implications des budgets soumis dans les Propositions de programme et de budget pour 2012-13 et le site d'hébergement de la baie redondante de stockage.
8. Il considère que le scénario de la transformation est le plus profitable au Bureau, mais des précisions sont requises pour clarifier des éléments de coûts de ce scénario, notamment les coûts afférents à la gestion du changement et à la formation du personnel. Dans l'optique d'éventuels scénarios d'externalisation de l'infrastructure informatique, il souligne la nécessité pour le Bureau de conserver sur place son patrimoine de connaissances et d'expertise.
9. Le vice-président employeur attire l'attention sur la faible maturité des capacités d'exécution mentionnée au paragraphe 8 de l'étude, et demande à la directrice exécutive du Secteur de la gestion et de l'administration de présenter globalement la structure administrative d'ITCOM.
10. La directrice exécutive du Secteur de la gestion et de l'administration fait observer que les investissements de l'OIT dans les technologies de l'information ont été inférieurs à l'indice de référence et que l'infrastructure informatique ne répond plus aux besoins du Bureau. Elle attire l'attention sur le défi qui consiste pour le personnel des services informatiques à maintenir leurs compétences à niveau dans une organisation dotée d'un équipement informatique moderne et insiste sur la nécessité d'équilibrer les compétences et services internes et ceux qu'il est plus rentable de confier à des fournisseurs extérieurs.
11. Elle dit que l'étude offre un moyen de progresser, et fait observer que l'on ne saurait consentir des investissements d'infrastructure de façon isolée, c'est-à-dire sans une restructuration des services internes et une réorganisation du personnel. Elle explique les dispositions administratives qui ont été prises en attendant le recrutement du nouveau chef d'ITCOM. Elle informe les membres du sous-comité qu'une version électronique intégrale de l'étude sur les investissements dans les technologies de l'information sera distribuée après la réunion.

12. Le vice-président employeur demande si une restructuration d'ITCOM est un préalable à tout investissement dans les infrastructures informatiques. Il se dit préoccupé par les dépenses d'informatique qui sont extérieures à ITCOM et insiste sur la nécessité de centraliser ces dépenses au sein du Bureau. Il estime que le scénario de la transformation est le plus approprié pour remédier à l'insuffisance des capacités informatiques.
13. Le président demande des précisions sur le délai prévu pour le recrutement du nouveau chef d'ITCOM.
14. La directrice exécutive expose sommairement la procédure de recrutement en indiquant à quel stade on en est actuellement. Elle précise qu'il a été décidé de recruter en principe pour la fin 2010, que le poste est ouvert à des candidats internes et externes et que l'appel à candidatures est largement diffusé dans les milieux spécialisés.
15. Le représentant du gouvernement de la Chine demande si le Bureau a étudié la possibilité de louer du matériel. Il demande aussi si le Bureau a envisagé une externalisation des services ou des initiatives conjointes avec d'autres institutions des Nations Unies pour faire des économies.
16. En réponse aux questions posées, la chef des opérations d'ITCOM indique que certains des partenaires consultés dans le cadre de l'étude étaient des participants travaillant dans des bureaux régionaux et des informaticiens qui ne relèvent pas d'ITCOM. Elle confirme que la baie redondante de stockage des données sera située dans les locaux du Centre international de calcul à Genève. L'oratrice souligne que la décision de louer ou d'acquérir du matériel informatique est fonction de la faisabilité technique et du rapport coût-efficacité. Pour ce qui est d'une éventuelle externalisation, la disponibilité du service est un autre facteur important à prendre en considération. Des initiatives conjointes avec d'autres institutions des Nations Unies sont envisagées dans les cas où les technologies sont compatibles. Les coûts afférents à la gestion du changement et à la formation sont présentés dans l'étude.
17. La directrice exécutive indique qu'on ne dispose pas de chiffres détaillés sur les dépenses informatiques ni d'une analyse comparative des données correspondant aux périodes biennales précédentes. Elle suggère que le détail des dépenses pour la période biennale en cours soit utilisé à l'avenir comme base de référence et elle précise que ces chiffres figurent dans l'étude.
18. Elle fait observer que la question centrale est celle de la connectivité; il faut se pencher sur le problème de la «fracture numérique», selon les termes de l'étude, qui existe entre le siège et les bureaux régionaux. Il sera tenu compte des priorités mises en avant pendant les débats du sous-comité dans le rapport présenté à la Commission du programme, du budget et de l'administration.
19. Le président suggère que les membres du sous-comité examinent la version électronique de l'étude et relèvent les éventuels problèmes pour préparer la séance informelle du sous-comité en mars 2011.
20. Le vice-président employeur souhaite disposer d'un résumé de l'étude, étant donné la longueur de celle-ci. Le scénario «Transformation» est la solution idéale pour le Bureau, mais telle n'est pas nécessairement la position du groupe des employeurs. Il relève le coût élevé de l'amélioration de la connectivité, mais fait observer que ce coût serait réparti sur plusieurs années.
21. Le directeur du Bureau de programmation et de gestion indique que les débats du sous-comité sur les investissements proposés dans l'informatique guideront les décisions sur les

dépenses à engager en priorité qui sont présentées dans l'aperçu préliminaire des Propositions de programme et de budget pour 2012-13³, et dans le document sur l'utilisation du Compte de programmes spéciaux. Il confirme que les coûts de connectivité indiqués dans l'étude sont réalistes et que d'autres institutions des Nations Unies dépensent nettement plus que l'OIT dans ce domaine. Il souligne que la centralisation des budgets ne changerait rien aux coûts globaux. Il signale que l'examen séparé de chaque type de dépense informatique réalisée au siège sera une lourde tâche qui exigera des ressources supplémentaires.

22. La directrice exécutive précise que le document est présenté pour discussion et orientation et n'appelle donc pas de décision à ce stade. Le but de la discussion du sous-comité est d'amener les membres à réfléchir aux conclusions de l'étude et à donner leur avis sur les scénarios qu'ils privilégieraient. Le rapport du sous-comité rendra compte des débats qui ont eu lieu pendant la session.
23. L'oratrice propose que les consultants présentent l'étude aux membres du sous-comité à l'occasion d'une séance d'information informelle avant la fin de la session du Conseil d'administration.
24. Le président conclut que le rapport du sous-comité reflétera les débats qui ont eu lieu pendant la session, que le sous-comité recommandera à la Commission PFA de donner des orientations complémentaires sur le sujet, que les membres du sous-comité liront l'étude et signaleront d'éventuelles lacunes dans les informations nécessaires, et que le Bureau réfléchira à la possibilité d'organiser à l'intention des membres du sous-comité une séance d'information animée par les consultants qui ont réalisé l'étude, de préférence pendant la deuxième semaine de l'actuelle session du Conseil d'administration.
25. Le président présente la deuxième question à l'ordre du jour.
26. Le chef de section de l'équipe fonctionnelle d'IRIS présente le document⁴ et rappelle son contenu dans les grandes lignes. Il indique que toutes les cibles relatives au déploiement d'IRIS dans les bureaux extérieurs ont été atteintes et que, dans le cas de Bangkok, l'entrée en service du système se fera selon le calendrier établi, dans le courant du mois.
27. Le chef de section de l'équipe fonctionnelle d'IRIS revient sur les principales conclusions formulées dans la version préliminaire de l'évaluation indépendante relative au déploiement d'IRIS à Budapest. Les avis sont favorables en ce qui concerne les structures de gouvernance d'IRIS, l'amélioration des processus de gestion du changement et l'efficacité de l'appui fourni après l'entrée en service du système. L'évaluation fait ressortir plusieurs points à améliorer: application des techniques de gestion des projets dans d'autres cadres, optimisation de la répartition des tâches dans IRIS en vue de plus de souplesse et résolution des conflits de priorités rencontrés par le personnel non spécialisé attaché à un projet.
28. Le vice-président employeur demande des précisions sur l'utilisation d'IRIS dans les régions, dont il est question au paragraphe 8 du document, et sur le rôle du comité directeur d'IRIS et du groupe de travail spécial pour la gestion d'IRIS.
29. Le vice-président travailleur prend note que le déploiement d'IRIS dans les bureaux extérieurs se déroule conformément au calendrier établi mais s'interroge sur la situation dans les bureaux qui ont des difficultés en matière de connectivité, de sécurité ou d'accès.

³ Document GB.309/PFA/2.

⁴ Document GB.309/PFA/ICTS/2.

30. Le représentant du gouvernement du Bangladesh dit partager les préoccupations du vice-président travailleur en ce qui concerne la connectivité et demande si des plans d'urgence ont été prévus pour les pays en développement.
31. Le chef de section de l'équipe fonctionnelle d'IRIS répond que la connectivité pose problème non seulement pour IRIS mais aussi pour d'autres applications utilisées à l'échelle du Bureau. Il indique que la stratégie actuelle consiste à traiter, dans un premier temps, le cas des bureaux régionaux pour lesquels la connectivité est suffisante et à coopérer avec eux aux fins du déploiement d'IRIS dans d'autres bureaux de la région. Il confirme que le déploiement d'IRIS à Addis-Abeba a lieu conformément au calendrier prévu. Il donne des précisions sur l'utilisation d'IRIS dans les régions et sur le rôle joué par le comité directeur et le groupe de travail spécial dans la gestion d'IRIS et d'autres projets.
32. La directrice exécutive relève que les régions appuient pleinement le déploiement d'IRIS et que le personnel des bureaux extérieurs se montre enthousiaste, coopératif et prêt à adopter le système. Elle souligne que les deux documents examinés par le sous-comité sont liés en ce sens que le déploiement d'IRIS est largement subordonné à l'existence d'une connectivité suffisante dans les bureaux extérieurs.
33. Le vice-président travailleur demande que l'évaluation réalisée après le déploiement d'IRIS dans le bureau de Budapest soit mise à la disposition des membres du sous-comité. Il se déclare préoccupé par le coût du maintien des systèmes financiers intégrés pour les bureaux extérieurs (FISEXT), la maintenance de ce système après le départ à la retraite du personnel compétent et les projets concernant les bureaux qui l'utilisent actuellement et dans lesquels IRIS ne sera peut-être pas installé.
34. Le chef de section de l'équipe fonctionnelle d'IRIS indique que le Bureau a pris les mesures nécessaires au maintien de FISEXT parallèlement au déploiement d'IRIS.
35. Le président remercie les participants et déclare close la session du sous-comité.

Genève, le 9 novembre 2010

Breakdown of costs per scenario

1. Status quo scenario US\$2.45 million (\pm 15 per cent)

- Minimal upgrade to data centre, \$1.9 million.
- Minimal upgrades for storage and backup (SAN and tape library), \$650,000.

Not included:

- \$1 million per year for field connectivity.
- Upgrading of cabling in the building is not costed as this would be part of the building maintenance budget.

2. Risk reduction scenario \$4.4 million (\pm 15 per cent)

- Minimal upgrade to data centre, \$1.9 million.
- Minimal upgrades for storage and backup (SAN and tape library), \$650,000.
- Replicate data at ICC DR site, \$1.4 million.
- Upgrade to GroupWise 8 and OES (therefore remain with Novell technologies), almost \$600,000.

Not included:

- \$1 million per year for field connectivity.
- Upgrading of cabling in the building is not costed as this would be part of the building maintenance budget.

3. Improvement scenario \$17.75 million (\pm 15 per cent)

- Upgrade Internet hosting infrastructure – isolation of insecure applications, \$100,000.
- Minimal upgrade to data centre, \$1.9 million (to reduce unacceptable risk for next three/four years).
- Rationalize and consolidate servers, \$320,000.
- Minimal upgrades for storage and backup (SAN and tape library), \$650,000.
- Upgrade Internet capacity at field offices (additional \$2 million per year), \$10.6 million.

- Replicate data at ICC DR site, \$1.4 million.
- Migrate mail to Microsoft Exchange, \$950,000.
- Migrate Netware to Windows file and print, \$450,000.
- Year five – replace other data centre elements in line with industry practices, \$1,550,000.

Not included:

- Initial \$1 million per year for field connectivity (this has been added to additional \$2 million per annum).
- Upgrading of cabling in the building is not costed as this would be part of the building maintenance budget.

4. Transformation scenario – \$20.7 million (± 15 per cent)

- Upgrade Internet hosting infrastructure – isolation of insecure applications, \$100,000.
- Minimal upgrade to data centre, \$1.9 million (to reduce unacceptable risk for next three/four years).
- Move production systems to an external hosting facility, \$300,000.
- Rationalize and consolidate servers, \$320,000.
- Minimal upgrades for storage and backup (SAN and tape library), \$650,000.
- Upgrade Internet capacity at field offices (additional 2 million per year), \$10.6 million.
- Replicate data at ICC DR site, \$1.4 million.
- Split infrastructure hosting between two sites, \$1.5 million.
- Migrate mail to Microsoft Exchange (as a service), \$1.6 million.
- Migrate Netware to Windows file and print, \$450,000.
- Consolidate Identity Management project (security), \$1 million.
- Full data centre hosting, \$3.9 million.

Not included:

- Initial \$1 million per year for field connectivity (this has been added to additional \$2 million per annum).
- Upgrading of cabling in the building is not costed as this would be part of the building maintenance budget.

Costing structure analysis over five-year period

Scenario 1: Status quo

One time capital expenditure (US\$)	Yearly ongoing connectivity costs (US\$)	Yearly ongoing maintenance costs (US\$)	Ongoing costs over five years (US\$)	Total cost over five years (US\$)
880 000	1 000 000	320 000	6 600 000	7 480 000
Amount already invested in connectivity				-5 000 000
Additional investment required for this scenario (\pm 15%)				2.4 million

Scenario 2: Risk reduction

One time capital expenditure (US\$)	Yearly ongoing connectivity costs (US\$)	Yearly ongoing maintenance costs (US\$)	Ongoing costs over five years (US\$)	Total cost over five years (US\$)
2 150 000	1 000 000	500 000	7 500 000	9 650 000
Amount already invested in connectivity				-5 000 000
Additional investment required for this scenario (\pm 15%)				4.4 million

Scenario 3: Improvement

One time capital expenditure (US\$)	Yearly ongoing connectivity costs (US\$)	Yearly ongoing maintenance costs (US\$)	Ongoing costs over five years (US\$)	Total cost over five years (US\$)
6 000 000	3 000 000	300 000	16 500 000	22 500 000
Amount already invested in connectivity				-5 000 000
Additional investment required for this scenario (\pm 15%)				17.5 million

Scenario 4: Transformation

One time capital expenditure (US\$)	Yearly ongoing connectivity costs (US\$)	Yearly ongoing maintenance costs (US\$)	Ongoing costs over five years (US\$)	Total cost over five years (US\$)
5 500 000	3 000 000	1 040 000	20 200 000	25 700 000
Amount already invested in connectivity				-5 000 000
Additional investment required for this scenario (\pm 15%)				20.7 million